



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° PREF-SAPPIE-BE-2019-0393
du 27 août 2019**

**mettant en demeure la SAS BRIENON RECYCLAGE de régulariser la situation administrative de
ses activités sur le territoire de la commune de Brienon-sur-Armançon**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-7-3, L.514-5 et L.541-22 ;

VU le récépissé de déclaration n° 2011/176 du 19 septembre 2011 délivré à la SAS BRIENON RECYCLAGE pour ses activités relevant des rubriques n° 2714.2 et 2791.2 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 8 juillet 2019 ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure transmis le 31 juillet 2019 et notifié à l'exploitant le 7 août 2019 dans le cadre de la procédure du contradictoire ;

VU le courrier en réponse de Monsieur le Directeur d'exploitation de la SAS BRIENON RECYCLAGE en date du 14 août 2019 ;

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les stockages de bois présents sur le site de BRIENON RECYCLAGE dépassent le seuil de 1000 m³ ;

CONSIDÉRANT que la capacité des broyeurs est supérieure au seuil de 10 t/j ;

CONSIDÉRANT que ces installations, dont la présence a été constatée lors de la visite du 1^{er} février 2019, relèvent du régime de l'autorisation et sont exploitées sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la SAS BRIENON RECYCLAGE de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que Monsieur le Directeur d'exploitation de la la SAS BRIENON RECYCLAGE a fait savoir qu'un dossier de demande d'autorisation environnementale sera déposé afin de régulariser la situation administrative de l'établissement qu'il exploite à Brienon-sur-Armançon ;

CONSIDÉRANT que Monsieur le Directeur d'exploitation de la la SAS BRIENON RECYCLAGE a sollicité un délai de 12 mois pour lui permettre de déposer ledit dossier ;

SUR proposition de Mme la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La SAS BRIENON RECYCLAGE exploitant une installation de collecte, de broyage et de traitement de déchets sise Route du Boutoir sur le territoire de la commune de Brienon-sur-Armançon est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture, dans un délai de douze mois, à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévue à l'article ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ainsi que la fermeture, la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, un recours gracieux ou hiérarchique peut être introduit.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

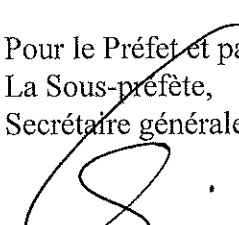
ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Mme la Secrétaire générale de la préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la SAS BRIENON RECYCLAGE et dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de Brienon-sur-Armançon,
- Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Mme la Procureure de la République près le Tribunal de Grande Instance d'Auxerre.

Auxerre, le **27 AOÛT 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Françoise FUGIER

